Burundi : un rapport très mesuré de l'ONU pour maintenir le dialogue avec le pouvoir

RFI, 11/11/2020 Le secrétaire général de l'ONU a rendu public, mardi 10 novembre, un rapport trÃ"s attendu au Burundi et qui est considéré par des sources onusiennes comme suffisamment modéré pour préserver le dialogue ave un pouvoir burundais souvent qualifié d'intransigeant. Ce rapport fait suite à une mission de haut niveau qui a séjournà dans le pays à la mi-septembre en vue d'évaluer la situation à la faveur de l'élection d'un nouveau présider cette année.

Antonio Guterres recommande au Conseil de sécurité de garder le statu quo jusqu'à fin 2021, avant de remplace bureau actuel de l'envoyé spécial pour le Burundi par un autre mécanisme qui sera négocié entre les deux parties recommandation du secrétaire général de l'ONU passe mal pour Gitega, qui estime que la page de la crise de 2015 a définitivement tournée depuis l'accession au pouvoir du général Évariste Ndayishimiye et qui exige, à cor et à cr des mois, son retrait de l'agenda du Conseil de sécurité. Malgré ce point de friction, ce rapport contient de nombreu points de nature à satisfaire le régime du CNDD-FDD, au pouvoir au Burundi. Le secrétaire général de l'ONU juge les premià res lignes de son rapport, que le processus électoral de mai dernier a été «Â globalement pacifique Â» et que toutes les parties prenantes en ont accepté les résultats. L'opposition mécontente De quoi réjouir et légitimer encore peu plus le pouvoir burundais, au grand dam de l'opposition. Le CNL d'Agathon Rwasa regrette d'ailleurs cette pris position. Il rappelle que des centaines de ses militants ont été jeté en prison et qu'il n'a jamais reconnu des résu «Â d'un hold-up électoral Â». Autre point, les Imbonerakure, la lique des jeunes du parti au pouvoir, ne sont plus accu de graves violations des droits de l'homme. Antonio Guterres note qu'il «Â reste un point de controverse Â» dans le propose une aide de l'ONU pour «Â leur réinsertion socio-économique Â». Enfin, aprà s avoir constaté une nouve que le dialogue interburundais sous les auspices de la Communauté des États d'Afrique de l'Est était dans l' secrétaire général de l'ONU suggà re de passer à un dialogue «Â dirigé et contrà Jé par le Burundi, avec l'a communauté internationale. Cela répond aux vÅ"ux exprimés par Gitega depuis cinq ans. «Â Une situation restée fragile Â» Le secrétaire général de l'ONU se veut trÃ"s encourageant. Il se félicite dans son rapport de la volonté d'ouverture des nouvelles autorités et de nombreux progrÃ"s réalisés dans le pays, mais il pointe «Â une situation re fragile Â». «Â Des éIéments essentiels qui garantiraient une paix et une stabilité durables au Burundi restent sans réponse Â», insiste-t-il, en pointant notamment «Â les questions de réconciliation nationale et d'ouverture de l'es politique Â». La balle est donc clairement dans le camp du pouvoir burundais selon Guterres, qui appelle Gitega Ã engager des «Â réformes sur les questions clés de gouvernance Â» afin d'ouvrir la voie à un dialogue inclusif avec : partenaires internationaux.

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 25 April, 2024, 09:11